SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 11 JUIN 1873.

Rapport de la Commission de la Guerre, chargée d'examiner le Projet de Loi qui ouvre au Département de la Guerre un crédit de 400,000 francs pour l'établissement d'un champ de manœuvres à Anvers.

(Voir les N°s 14 et 116 de la Chambre des Représentants, et le N° 72 du Sénat.)

Présents : MM. VAN SCHOOR, Président; SACQUELEU, le Comte LÉON DE ROBIANO, le Baron VAN DELFT, FLÉCHET et le Baron D'OVERCHIE DE NEERYSSCHE, Rapporteur.

MESSIEURS,

La Loi du 10 janvier 1870 ayant autorisé la vente de la citadelle du Sud, de l' Arsenal de guerre d'Anvers et de l'Esplanade, qui servait de champ de manœuvres, il en est résulté que la ville d'Anvers ne pouvait plus être tenue à fournir une autre plaine de manœuvres, conformément à l'article 2 du décret du 15 octobre 1810, puisque l'Esplanade qui y était destinée avait été aliénée par le fait de l'État; c'était donc à l'État qu'incombait la charge de fournir un autre emplacement.

Le Gouvernement, pour établir le nouveau champ de manœuvres, avait résolu d'y consacrer environ 8 hectares de terrain lui appartenant, situés près de l'ancien fortin n° 6; et comme ces 8 hectares formaient un terrain trop restreint, de l'agrandir en achetant à divers particuliers environ vingt hectares, entre autres une partie de la propriété nommée KRUISHOF, ce qui aurait formé une plaine d'environ 28 hectares. A cet effet, le Gouvernement avait pétitionné un crédit de 350,000 francs.

Mais depuis le renvoi de ce Projet de Loi à l'examen de la section spéciale de la Chambre des Représentants, le propriétaire du château du KRUISHOF de concert avec un autre propriétaire, vinrent proposer de vendre au Gouvernement la propriété du KRUISHOF, d'une contenance de 18 hectares, et 18 hectares de terres arables adjacentes; ce qui formait, avec les 8 hectares appartenant à l'Etat, un total de 44 hectares.

Les pièces officielles qui expliquent tous les détails de cette proposition sont

(2)

annexées au rapport de la section spéciale de la Chambre des Représentants, lequel vous a été distribué.

En présence de cette nouvelle proposition, il était nécessaire de porter à 400,000 francs le crédit demandé, au lieu de 350,000 francs primitivement pétitionné.

En considération de l'avantage évident qu'il y avait pour l'État d'acquérir un champ de manœuvres de 44 hectares au lieu de 28, moyennant une légère augmentation de dépense de 50,000 francs, le Gouvernement n'a pas hésité à proposer un crédit de 400,000 francs et la Chambre des Représentants n'a pas hésité non plus à l'adopter.

Votre Commission, à l'unanimité des membres présents, a également l'honneur de vous proposer l'adoption du Projet de Loi.

Le Président,
J. VAN SCHOOR.

Le Rapporteur,
Baron d'OVERSCHIE DE NEERYSSCHE.